

Rapport financier 2000

Exercice terminé le 31 décembre

Municipalité

Code géographique : 30095

01

Nom officiel : Lambton

MRC ou communauté :

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
RAPPORTS	
Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier	5
Rapport du vérificateur	6
ÉTATS FINANCIERS	
Bilan	8
État des activités financières	9
État des activités d'investissement	10
État du coût des services municipaux	11
État du surplus accumulé	12
État des réserves financières et des fonds réservés	13
État de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme	14
État de l'évolution de la situation financière	15
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS	17
TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES	
1. Dépenses par objets	19
2. Dette à long terme - obligations et billets	20
- autres dettes à long terme	21
3. Financement des projets en cours	22
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	22
4. Endettement total net à long terme	23
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	
Analyse des revenus	
Taxes	25
Paiements tenant lieu de taxes	26
Autres revenus de sources locales	27
Transferts	29
Analyse des dépenses de fonctionnement par fonctions et activités	30
Analyse du coût des services municipaux	32
Analyse de la répartition des dépenses de la communauté municipale	34
Analyse des revenus et des dépenses - Électricité	35
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature	36

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
AUTRES RENSEIGNEMENTS	
Évaluation foncière et richesse foncière aux fins de la péréquation	38
Certificat du trésorier ou du secrétaire-trésorier	38
Évaluation - autres données	39
Taux des taxes	40
Rapport du vérificateur sur le taux global de taxation	41
Calcul du taux global de taxation	42
Fonds de roulement - analyse du capital engagé	45
Fonds de roulement - variation du capital autorisé	45
Taxes municipales à recevoir	46
Analyse des projets en cours	47
Analyse des soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	49
Analyse des subventions à recevoir - dette à long terme	50
Revenus reportés - Immeubles industriels municipaux	51
Emprunts à long terme approuvés non contractés	52
Questionnaire	54
Autres données	56
Confirmation du greffier ou du secrétaire-trésorier sur la transmission électronique	57

MEMBRES DU CONSEIL

MAIRE MARC TURCOTTE

CONSEILLERS DONOLD LAPOINTE
 DENIS LAPIERRE
 RÉJEAN GRONDIN

ARMAND QUIRION
NOËL NOLET
LOUISE L. LABRECQUE

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL

GREFFIER

TRÉSORIER OU JOCELYNE LAPIERRE
SECÉTAIRE-TRÉSORIER

Municipalité : Lambton

Code géographique : 30095

**RAPPORT DU TRÉSORIER
OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné, JOCELYNE LAPIERRE, atteste que le rapport financier de

Lambton pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2000,
(Nom de la municipalité)

a été préparé conformément à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes, LRQ, c. C-19, ou à l'article 176 du

Code municipal du Québec, LRQ, c. C-27.1.

Date 2001-04-03 Signature _____

Téléphone (418) 486-7438 Télécopieur (418) 486-7440
(Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2001/04/02 14:58:43

Dernière modification : 2001/11/06 13:41:17

93 966 1 263 117 1,3174 322 204

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Aux membres du conseil,

Nous avons vérifié le bilan de la Municipalité de Lambton au 31 décembre 2000 ainsi que les états des activités financières, des activités d'investissement, du coût des services municipaux, du surplus accumulé, des réserves financières et des fonds réservés, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2000, ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec.

NOM DU VÉRIFICATEUR Jacques, Poulin, Ruest, Plante, c.a.

LIEU Ville Saint-Georges

DATE 2001-03-20

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2001/04/02 14:58:43

Dernière modification : 2001/11/06 13:41:17

ÉTATS FINANCIERS

BILAN

		31 décembre 2000	1^{er} janvier 2000
ACTIF			
Actif à court terme			
Encaisse	1	161 610	189 561
Placements temporaires	2		
Encaisse et placements affectés (note 4)	3	108 800	
Débiteurs (note 5)	4	184 472	172 191
Stocks (note 6)	5	34 245	
Tranche exigible des créances à long terme (note 9)	6	13 500	13 500
Autres actifs (note 7)	7	21 240	
	8	523 867	375 252
Propriétés destinées à la revente (note 8)	9		
Créances à long terme (notes 9 et 15)	10		13 500
Placements à long terme (note 10)	11		
Immobilisations (note 11)	12	8 916 261	8 980 406
	13	9 440 128	9 369 158
PASSIF ET AVOIR DES CONTRIBUABLES			
Passif à court terme			
Découvert bancaire	14		
Emprunts temporaires	15		
Créditeurs et frais courus (note 12)	16	55 464	68 489
Provision pour contestations d'évaluation (note 13)	17		
Revenus reportés (note 14)	18	5 031	614
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 15)	19	163 800	40 432
	20	224 295	109 535
Subventions reportées (note 11)	21		
Dette à long terme (note 15)	22	806 834	742 076
	23	1 031 129	851 611
Avoir des contribuables			
Surplus (déficit) accumulé	24	322 204	278 238
Montants à pourvoir dans le futur (note 19)	25	(10 730)	(11 274)
Réserves financières et fonds réservés	26	138 399	25 686
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	27	7 959 126	8 224 897
	28	8 408 999	8 517 547
	29	9 440 128	9 369 158
Engagement contractuel (note 21)			
Éventualités (note 25)			

**ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Revenus			
Taxes	1 229 980	1	1 265 600
Paiements tenant lieu de taxes	55 841	2	52 663
Autres revenus de sources locales	105 558	3	157 577
Transferts	42 950	4	68 343
	1 434 329	5	1 544 183
Dépenses de fonctionnement			
Administration générale	260 657	6	264 997
Sécurité publique	203 135	7	218 231
Transport	364 151	8	371 911
Hygiène du milieu	243 092	9	199 219
Santé et bien-être		10	
Aménagement, urbanisme et développement	74 219	11	80 479
Loisirs et culture	74 731	12	91 693
Électricité		13	
Frais de financement	45 542	14	44 853
Contribution au fonds spécial de financement des activités locales	63 130	15	46 928
	1 328 657	16	1 318 311
Autres activités financières			
Remboursement en capital	60 672	17	60 674
Transfert à l'état des activités d'investissement (note 16)	95 000	18	121 232
	1 484 329	19	1 500 217
Excédent des activités financières avant affectations	(50 000)	20	43 966
Affectations			
Surplus (Déficit) accumulé non affecté	50 000	21	50 000
Surplus accumulé affecté		22	
Réserves financières et fonds réservés		23	
virement de		24	
(virement à)			
	50 000	25	50 000
Excédent avant financement à long terme		26	93 966
Financement à long terme des dépenses de fonctionnement (note 18)		27	
Excédent net		28	93 966

**ÉTAT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Sources de financement			
Transfert de l'état des activités financières (note 16)	95 000	1	121 232
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté		2	
Surplus accumulé affecté		3	
Fonds réservés		4	
Emprunts à long terme émis		5	140 000
	95 000	6	261 232
Dépenses d'investissement			
Administration générale	5 000	7	10 100
Sécurité publique	30 000	8	138 413
Transport	40 000	9	70 195
Hygiène du milieu		10	
Santé et bien-être		11	
Aménagement, urbanisme et développement		12	
Loisirs et culture	20 000	13	38 611
Électricité		14	
	95 000	15	257 319
Excédent des activités d'investissement		16	3 913

**ÉTAT DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

DÉPENSES		Dépenses de fonction- nement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonction- nement	+	Gain/Perte sur dispositions	=	Coût des services municipaux	Services rendus aux organismes municipaux
						Immobi- lisations	-							Subventions reportées	-
Administration générale	1	264 997	13	1 315	22	8 389	32		42	52	62	274 701	
Sécurité publique	2	218 231	14		23	12 182	33		43	53	63	230 413	
Transport	3	371 911	15		24	48 061	34		44	68 343	54	351 629	
Hygiène du milieu	4	199 219	16	43 538	25	228 045	35		45	55	65	470 802	
Santé et bien-être	5		17		26	1 875	36		46	56	66	1 875	
Aménagement, urbanisme et développement	6	80 479	18		27		37		47	57	67	80 479	
Loisirs et culture	7	91 693	19		28	22 912	38		48	58	68	114 605	
Électricité	8		20		29		39		49	59	69		
Frais de financement	9	44 853	21	(44 853)									
	10	1 271 383			30	321 464	40		50	68 343	60	1 524 504	
Contribution au fonds spécial de financement des activités locales	11	46 928									71	46 928	
	12	1 318 311			31	321 464	41		51	68 343	61	1 571 432	

**ÉTAT DU SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	Activités financières		Activités d'investissement		Solde			
	Virement de	Virement à	Virement de	Virement à				
NON AFFECTÉ - solde au 1er janvier					1	228 238		
Redressement aux exercices antérieurs					2			
Affectation - activités financières		3	50 000		4	(50 000)		
Affectation - activités d'investissement				5	6			
Affectation - surplus accumulé affecté	7	8			9			
Affectation - réserves financières	10	11	12	13	14			
Affectation - fonds réservés	15	16	17	18	19			
Excédent net	20	93 966			21	93 966		
Autres (préciser)								
-	22	23	24	25	26			
-	27	28	29	30	31			
NON AFFECTÉ - solde au 31 décembre	32	93 966	33	50 000	34	35	36	272 204
AFFECTÉ - solde au 1er janvier (note 17)					37	50 000		
Redressement aux exercices antérieurs					38			
Affectation - activités financières	39	40			41			
Affectation - activités d'investissement				42	43			
Affectation - surplus accumulé non affecté	44	45			46			
Affectation - réserves financières	47	48	49	50	51			
Affectation - fonds réservés	52	53	54	55	56			
Autres (préciser)								
-	57	58	59	60	61			
-	62	63	64	65	66			
AFFECTÉ - solde au 31 décembre	67	68	69	70	71	50 000		
SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ	72	93 966	73	50 000	74	75	76	322 204

**ÉTAT DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	Solde au		Redresse- ment aux exercices antérieurs	Activités financières		Activités d'investissement		Solde au 31 décembre
	1 ^{er} janvier			Virement de	Virement à	Virement de	Virement à	
RÉSERVES FINANCIÈRES								
-	1	2	3	4	5	6	7	
-	8	9	10	11	12	13	14	
-	15	16	17	18	19	20	21	
	22	23	24	25	26	27	28	
FONDS RÉSERVÉS								
- Roulement (note 20)	29	30	31	32	33	34	35	
- Parcs et terrains de jeux	36	37	38	39	40	41	42	
- SQAÉ	43	44	45	46	47	48	49	
- Financement des projets en cours (Tableau 3)	50	23 094 51	52	53	54	55	23 094 56	
- Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés (Tableau 3)	57	2 592 58	59	60	61	3 913 62	63	6 505
- Autres								
. Refinancement de dette	64	65	66	67	68	108 800 69	70	108 800
. Financement nonutilisé	71	72	73	74	75	23 094 76	77	23 094
.	78	79	80	81	82	83	84	
.	85	86	87	88	89	90	91	
.	92	93	94	95	96	97	98	
.	99	100	101	102	103	104	105	
	106	25 686 107	108	109	110	135 807 111	23 094 112	138 399
RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS	113	25 686 114	115	116	117	135 807 118	23 094 119	138 399

**ÉTAT DE L'INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

		2000	1999 facultatif
Solde au début de l'exercice	1	8 224 897	8 224 897
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé	3	8 224 897	8 224 897
Ajouter			
Acquisitions d'immobilisations	4	257 319	
Acquisitions de propriétés destinées à la revente	5		
Acquisitions de placements à long terme	6		
Émission de créances à long terme	7		
Amortissement des subventions reportées	8		
Remboursement de la dette à long terme	9	60 674	
Autres (préciser)			
-	10		
-	11		
	12	317 993	
Déduire			
Dispositions et radiations d'immobilisations	13		
Dispositions de propriétés destinées à la revente	14		
Dispositions de placements à long terme	15		
Amortissement des immobilisations	16	321 464	
Réduction de créances à long terme	17	13 500	
Subvention pour investissement	18		
Émission de dettes à long terme			
activités d'investissement	19	140 000	
activités financières	20	108 800	
Autres (préciser)			
-	21		
-	22		
	23	583 764	
Solde à la fin de l'exercice	24	7 959 126	8 224 897

**ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

		2000	1999 facultatif
Activités de fonctionnement			
Excédent net	1	93 966	
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités			
Affectations	2	(50 000)	
Autres (préciser)			
- Ajustement des conv.comptables (note 19)	3	544	
	4	44 510	
Éléments n'affectant pas le fonctionnement			
Transfert à l'état des activités d'investissement (note 16)	5	121 232	
Remboursement en capital	6	60 674	
Autres (préciser)			
-	7		
	8	226 416	
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	9	(12 281)	
Stocks	10	(34 245)	
Autres actifs	11	(21 240)	
Créditeurs et frais courus	12	(13 025)	
Revenus reportés	13	4 417	
Autres passifs	14		
Liquidités provenant (utilisées) des activités de fonctionnement	15	150 042	
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	16	(257 319)	
Acquisitions de placements à long terme	17		
Autres (préciser)			
-	18		
Liquidités provenant (utilisées) des activités d'investissement	19	(257 319)	
Activités de financement			
Émission de dette à long terme	20	248 800	
Remboursement de dette à long terme	21	(60 674)	
Montants à recouvrer de tiers	22		
Autres (préciser)			
- Encaisse et placements affectés	23	(108 800)	
Liquidités provenant (utilisées) des activités de financement	24	79 326	
Augmentation (diminution) des liquidités	25	(27 951)	
Situation des liquidités au début	26	189 561	
Situation des liquidités à la fin	27	161 610	

Les liquidités sont composées de l'encaisse, des placements temporaires, du découvert en banque et des emprunts temporaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
AUX ÉTATS FINANCIERS**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

1. Statuts de la municipalité

La Municipalité de Lambton est un organisme municipal existant en vertu du Code municipal du Québec (LRQ, c.C-27.1).

2. Énoncé des principales conventions comptables**A) États financiers cumulés**

Les états financiers sont préparés selon les particularités de la comptabilité municipale au Québec. La Municipalité de Lambton présente les états financiers cumulés qui tiennent compte de l'ensemble des transactions de divers fonds. Les opérations et les soldes interfonds sont éliminés. De plus, les sommes qui sont assujetties à certaines dispositions législatives ou réglementaires sont présentées distinctement.

B) Comptabilité d'exercice

Depuis le 1er janvier 2000, la Municipalité applique la méthode de la comptabilité d'exercice.

Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont comptabilisés au cours de l'exercice où ont eu lieu les faits ou les événements. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où elles sont réglées.

Par ailleurs, les dépenses d'opérations sont établies sans l'amortissement des immobilisations, du remboursement en capital de la dette à long terme ou des immobilisations ou placements à même les revenus.

C) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile:

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie et outillage	10 ans
Véhicules	10 à 20 ans

E) Autres éléments

préciser:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**3. Modification de convention comptable**

À compter du 1er janvier 2000, suite à une modification des conventions comptables, la Municipalité comptabilise les revenus et les dépenses selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ainsi, les revenus d'intérêts sur les placements et les débiteurs, la dépense d'intérêt sur la dette à long terme et les charges relatives aux vacances et aux congés de maladie sont les principales composantes visées par la modification de convention comptable. Antérieurement, ces éléments étaient comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse.

Cette modification des conventions comptables a été appliquée sur une base prospective.

En raison de la méthode utilisée pour l'application des modifications de conventions comptables, les états financiers ne sont pas présentés sur une base comparative.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2000	1 ^{er} janvier 2000
4. Encaisse et placements affectés			
Réserves financières (préciser)			
-	1		
-	2		
-	3		
Fonds réservés (préciser)			
- REFINANCEMENT DE DETTES	4	108 800	
-	5		
-	6		
-	7		
-	8		
-	9		
	10	108 800	

Note**5. Débiteurs**

Taxes municipales	11	99 276	102 526
Taxes scolaires	12		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	18 241	25 728
Gouvernement du Québec et ses entreprises	15	49 713	18 249
Organismes municipaux	16		
Autres (préciser)			
- INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	17	6 264	8 965
- DROITS DE MUTATIONS ET AUTRES	18	10 978	16 723
	19	184 472	172 191
Une provision pour créances douteuses a été déduite des débiteurs	20		

Note**6. Stocks (préciser)**

- GRAVIER ET SABLE	21	22 856	
- PIÈCES ET ACCESSOIRES	22	5 341	
- PRODUITS CHIMIQUES	23	6 048	
-	24		
	25	34 245	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2000	1 ^{er} janvier 2000
7. Autres actifs			
Frais payés d'avance	26	16 592	
Dépenses reportées (préciser)			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
Autres (préciser)			
- ESCOMPTES SUR DETTES	31	4 648	
-	32		
	33	21 240	

Note**8. Propriétés destinées à la revente**

Immeubles de la réserve foncière	34		
Immeubles industriels municipaux	35		
Immobilisations en cours	36		
Autres	37		
	38		

Note**9. Créances à long terme**

Prêts à un office municipal d'habitation	39		
Prêts sur immeubles industriels municipaux	40		
Prêts à un fonds d'investissement	41		
Autres créances	42	13 500	27 000
Montants à recouvrer de tiers pour le remboursement de la dette à long terme (note 15)	43		
	44	13 500	27 000
Moins: Tranche exigible des créances à long terme	45	13 500	13 500
	46		13 500

Note**10. Placements à long terme**

Participation dans une société d'économie mixte			
actions votantes	47		
actions non votantes	48		
Autres	49		
	50		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**11. Immobilisations**

Catégories	31 décembre 2000						1 ^{er} janvier 2000					
	Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette		Coût		Amortissement cumulé		Valeur nette	
Infrastructures	51	9 890 600	64	2 175 795	76	7 714 805	89	9 820 405	102	1 927 790	114	7 892 615
Réseau d'électricité	52		65		77		90		103		115	
Bâtiments	53	1 167 178	66	419 997	78	747 181	91	1 128 567	104	390 816	116	737 751
Améliorations locatives	54		67		79		92		105		117	
Véhicules	55	453 884	68	171 825	80	282 059	93	317 797	106	147 927	118	169 870
Ameublement et équipement de bureau	56	57 194	69	31 577	81	25 617	94	47 094	107	24 646	119	22 448
Machinerie, outillage et équipement	57	134 486	70	83 423	82	51 063	95	132 160	108	69 974	120	62 186
Terrains	58	95 536	71		83	95 536	96	95 536	109		121	95 536
Autres	59		72		84		97		110		122	
	60	11 798 878	73	2 882 617	85	8 916 261	98	11 541 559	111	2 561 153	123	8 980 406
Immobilisations en cours	61				86		99				124	
	62	11 798 878	74	2 882 617	87	8 916 261	100	11 541 559	112	2 561 153	125	8 980 406
Subventions reportées	63		75		88		101		113		126	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

		31 décembre 2000	1 ^{er} janvier 2000
12. Crédoeurs et frais courus			
Fournisseurs	127	31 397	48 249
Salaires et déduotions à la source à payer	128	13 337	11 367
Dépôts et retenues de garantie	129		
Gouvernement du Canada	130		
Gouvernement du Québec	131		
Société québécoise d'assainissement des eaux	132		
Organismes municipaux	133		
Commissions scolaires	134		
Intérêts courus à payer sur la dette à long terme	135	10 730	8 873
Autres courus et passifs (préciser)			
-	136		
-	137		
-	138		
-	139		
	140	55 464	68 489

Note**13. Provision pour contestations d'évaluation****14. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	141	1 720	
Cessions d'actifs immobilisés			
immeubles industriels municipaux	142		
autres actifs	143		
Autres (préciser)			
- DON DU COMITÉ DES LOISIRS (RAMPE)	144	3 311	
- AUTRES REVENUS REPORTÉS	145		614
	146	5 031	614

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

			31 décembre 2000	1^{er} janvier 2000
15. Dette à long terme				
Obligations et billets				
en monnaie canadienne		147	415 400	321 132
en monnaies étrangères		148		
taux d'intérêt variant de	4,5 à	7,55 %,		
échéant de	2001 à	2006		
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises		149	441 134	461 376
Organismes municipaux		150		
Autres		151		
Dettes en cours de refinancement		152	114 100	
		153	970 634	782 508
Moins: Versements exigibles à court terme		154	163 800	40 432
		155	806 834	742 076

La répartition de la dette à long terme s'établit de la façon suivante:

Sommes accumulées				
Revenus reportés		156		
Surplus accumulés affectés		157		
Fonds réservés (préciser)				
- Encaisse et placements affectés		158	108 800	
-		159		
-		160		
		161	108 800	
Montant à recouvrer de tiers				
Gouvernements du Québec et du Canada				
et de leurs entreprises		162		
Organismes municipaux		163		
Autres tiers		164		
Partie à la charge des contribuables				
Une partie de la municipalité		165	861 834	782 508
Ensemble de la municipalité		166		
		167	970 634	782 508

Les échéances de la dette à long terme pour les cinq prochaines années sont les suivantes:

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme	Total
2001	168	163 800	173	178	163 800
2002	169	67 400	174	179	67 400
2003	170	38 100	175	180	38 100
2004	171	40 300	176	181	40 300
2005	172	197 100	177	182	197 100

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**16. Transfert à (de) l'état des activités d'investissement (financières)**

Certaines dépenses d'investissement ont été financées à même les activités financières.
Ces montants se répartissent par source de la façon suivante:

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Taxes générales spéciales immobilisations et placements		183	
Taxes de secteur immobilisations et placements		184	
Contributions des promoteurs		185	
Transferts conditionnels		186	
Autres	95 000	187	121 232
	95 000	188	121 232

Note**17. Surplus accumulé affecté**

		2000 31 décembre	2000 1^{er} janvier
- ÉTANGS AÉRÉS	189	50 000	50 000
-	190		
-	191		
-	192		
-	193		
-	194		
-	195		
-	196		
-	197		
-	198		
	199	50 000	50 000

Note**18. Financement à long terme des dépenses de fonctionnement**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**19. Montants à pouvoir dans le futur**

Les mesures transitoires relatives aux nouvelles normes comptables ont été réparties en fonction des méthodes décrites ci-dessous :

Revenus : (préciser la méthode)

Les ajustements résultant des nouvelles normes comptables en vigueur à partir du 1er janvier 2000 ont été imputés entièrement au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2000.

Dépenses : (préciser la méthode)

Les ajustements résultant des nouvelles normes comptables en vigueur à partir du 1er janvier 2000 ont été imputés au cours de l'exercice à l'exception des intérêts courus sur les dettes à long terme émises avant le 1er janvier 2001.

Les ajustements résultant des nouvelles normes comptables en vigueur à partir du 1er janvier 2000 sont répartis aux exercices financiers de la façon suivante :

		Solde au 1^{er} janvier 2000	Activités financières	Solde au 31 décembre 2000
Revenus				
- INTÉRÊTS COURUS A RECEVOIR	200	8 965	209	8 965 217
-	201		210	218
-	202		211	219
	203	8 965	212	8 965 220
<i>Déduire:</i>				
Dépenses				
Salaires et avantages sociaux	204	11 366	213	11 366 221
Autres	205		214	222
	206	11 366	215	11 366 223
	207	(2 401)	216	(2 401) 224
Intérêts - dette à long terme	208	8 873		225 10 730
Note				

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**20. Fonds de roulement****21. Engagement contractuel**

a) En vertu d'une entente signée avec d'autres municipalités participantes, la municipalité s'est engagée à payer sa quote-part des frais d'opérations du site d'enfouissement sanitaire de la Ville de Disraëli.

b) La Municipalité est membre de la Municipalité Régionale de Comté du Granit. De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme.

c) En vertu de conventions signées avec la Société d'habitation du Québec, la municipalité s'est engagée à participer jusqu'à concurrence de 10 % aux déficits d'exploitation de l'Office municipal d'habitation de Lambton.

d) En vertu d'un contrat signé avec un entrepreneur, la municipalité s'est engagée à payer pour l'enlèvement, le transport et la disposition des déchets pour les deux prochaines années, une somme de 86 099 \$.

e) En vertu d'un contrat signé avec un entrepreneur, la municipalité s'est engagée à payer pour la collecte des matières récupérables pour la prochaine année, une somme de 16 520 \$.

f) La municipalité s'est engagée à verser à la société pour la promotion industrielle de Lambton, une subvention de 22 000 \$ par année pour les années 1998 à 2001 et une subvention de 12 000 \$ pour l'année 2002.

22. Régime de retraite**23. Transactions avec des organismes municipaux ou supramunicipaux**

a) La Municipalité est membre de la MRC du Granit, organisme régional composé de 20 municipalités. La MRC du Granit est responsable de certaines activités à caractère régional.

Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Municipalité pour l'an 2000 est de 93 442 \$.

b) La Municipalité est membre de la Régie Intermunicipale de la Ville de Disraëli, organisme régional composé de 13 municipalités. La Régie Intermunicipale est responsable des opérations du site d'enfouissement sanitaire.

Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base du tonnage réel des déchets. La quote-part de la Municipalité pour l'an 2000 est de 35 838 \$.

24. Transactions avec des organismes municipaux sous propriété ou contrôle

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)**25. Éventualités****a) Cautionnement et garantie****b) Auto-assurance**

La Municipalité a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chacun qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Municipalité.

c) Poursuites**d) Autres (préciser)****26. Autres notes (selon les besoins)**

TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES

**DÉPENSES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 1

OBJETS	Réalizations 2000				Réalizations
	Activités financières		Activités d'investissement	Total	1999 facultatif
Rémunération					
élus	1	23 223		46	23 223
employés	2	209 281	28	47	209 281
Cotisations de l'employeur					
élus	3	1 212		48	1 212
employés	4	23 090	29	49	23 090
Transport et communication	5	28 437	30	50	28 437
Services professionnels, techniques et autres					
honoraires professionnels	6	30 057	31	51	30 057
achats de services techniques	7	309 767	32	52	309 767
autres	8	4 297	33	53	4 297
Location, entretien et réparation					
location	9	47 226	34	54	47 226
entretien et réparation	10	63 456		55	63 456
Biens durables					
travaux de construction			35	56	108 806
achats de biens			36	57	148 513
Biens non durables					
fournitures de services publics	11	83 947		58	83 947
autres biens non durables	12	180 453		59	180 453
Frais de financement					
intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :					
la municipalité	13	43 538		60	43 538
autres organismes municipaux	14			61	
gouvernements du Québec et du Canada	15			62	
autres tiers	16			63	
autres frais de financement	17	1 315	37	64	1 315
Contributions à des organismes					
organismes municipaux					
répartition des dépenses de la communauté municipale	18	129 280		65	129 280
participation financière aux services fournis par une SEM	19		38	66	
achats de services municipaux	20		39	67	
autres	21	4 705	40	68	4 705
organismes gouvernementaux					
contributions au financement	22			69	
achats de services gouvernementaux	23	16 251	41	70	16 251
autres organismes	24	70 164	42	71	70 164
Autres objets					
créances douteuses ou irrécouvrables	25		43	72	
autres	26	48 612	44	73	48 612
	27	1 318 311	45	74	1 575 630

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2**DETTE À LONG TERME****A) OBLIGATIONS ET BILLETS**

Émission		Solde au					
Date	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	31 décembre 2000	1 ^{er} janvier 2000		
MONNAIE CANADIENNE							
	140 600	7,55	2000	114 100	119 000		
	244 500	4,5	2006	119 100	135 200		
	71 132	7,06	2000		16 932		
	18 800	7,06	2001	14 200	15 000		
	42 900	6,2	2001	33 300	35 000		
	140 000	5,6	2005	140 000			
	108 800	5,25	2005	108 800			
				1	529 500	4	321 132
MONNAIES ÉTRANGÈRES							
Variation - monnaies étrangères				2		5	
				3	529 500	6	321 132

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 2 (suite)

DETTE À LONG TERME

B) AUTRES DETTES À LONG TERME

Émission				Solde au	
Date	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	31 décembre 2000	1 ^{er} janvier 2000
MONNAIE CANADIENNE					
				441 134	461 376
<hr/>					
				1 441 134 4	461 376
<hr/>					
MONNAIES ÉTRANGÈRES					
Variation - monnaies étrangères					
<hr/>					
				2 5	
<hr/>					
				3 441 134 6	461 376
<hr/>					

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 3

FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

	Projets en cours au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs		Financement		Dépenses		Projets fermés		Projets en cours au 31 décembre	
Financement	1	23 094	2		3	261 232		4	284 326	5		
Dépenses	6		7				8	257 319	9	257 319	10	
	11	23 094	12		13	261 232	14	257 319	15	27 007	16	

Répartition

Financement non utilisé	17	25 125									18	
Dépenses à financer	19	2 031									20	
	21	23 094									22	

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Solde au 31 décembre			
			Activités financières	Activités investissement					
Montant non réservé	23	2 592	24	25	26	3 913	27	28	6 505
Montant réservé pour le service de la dette	29		30	31	32		33	34	
	35	2 592	36	37	38	3 913	39	40	6 505

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE 4**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME****31 décembre 2000**

Dette à long terme (note 15)	1	970 634
<i>Déduire</i>		
Sommes accumulées pour le remboursement de la dette à long terme	2	108 800
Montants à recouvrer de tiers	3	
Subventions relatives aux dépenses d'investissement à financer	4	
Montants non utilisés d'emprunts à long terme contractés	5	
Autres (préciser)		
-	6	
-	7	
<i>Ajouter</i>		
Dépenses d'investissement à financer	8	
Autres (préciser)		
-	9	
-	10	
Endettement net à long terme	11	861 834
Quote-part dans la dette nette à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale du comté	12	39 861
Communauté urbaine	13	
Régie intermunicipale	14	47 224
Autres organismes municipaux	15	
Autres organismes	16	
	17	87 085
Endettement total net à long terme	18	948 919
Réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	19	

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TAXES	2000		1999
	Budget		facultatif Réalizations
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales	952 980	1	961 536
Taxes générales spéciales			
- immobilisations et placements		2	
Taxes de secteur			
- service de la dette	22 500	3	28 426
- fonctionnement		4	
- immobilisations et placements		5	
Surtaxe sur immeubles non résidentiels		6	
Taxe sur immeubles non résidentiels		7	
Surtaxes sur terrains vagues		8	
Autres		9	
	975 480	10	989 962
SUR UNE AUTRE BASE			
Tarifification pour services municipaux			
eau	40 000	11	43 237
égouts	50 000	12	93 591
traitement des eaux usées	72 000	13	33 460
matières résiduelles	92 500	14	105 350
service de la dette		15	
immobilisations et placements		16	
autres			
-		17	
-		18	
-		19	
	254 500	20	275 638
Taxes d'affaires			
sur l'ensemble de la valeur locative		21	
autres		22	
		23	
	1 229 980	24	1 265 600

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
GOVERNEMENT DU QUÉBEC			
Immeubles et lieux d'affaires du gouvernement			
taxes foncières	166	1	214
taxes d'affaires		2	
surtaxe sur immeubles non résidentiels		3	
taxe sur immeubles non résidentiels		4	
compensations pour services municipaux		5	
	166	6	214
Immeubles des réseaux			
santé et services sociaux	11 000	7	8 852
cégeps et universités		8	
écoles primaires et secondaires	2 900	9	3 074
	13 900	10	11 926
Autres immeubles			
immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		11	
biens culturels classés		12	
		13	
	14 066	14	12 140
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
taxes foncières	1 275	15	1 988
taxes d'affaires		16	
surtaxe sur immeubles non résidentiels		17	
taxe sur immeubles non résidentiels		18	
compensations pour services municipaux	500	19	
	1 775	20	1 988
ORGANISMES MUNICIPAUX			
taxes foncières		21	
compensations pour services municipaux		22	
		23	
AUTRES			
réseaux de télécommunication, gaz et électricité			
télécommunication, gaz et électricité	40 000	24	38 535
péréquation		25	
neutralité		26	
villes centres		27	
autres		28	
taxes foncières des entreprises autoconsommatrices			
d'électricité		29	
autres		30	
	40 000	31	38 535
	55 841	32	52 663

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale	1 800	1	
Sécurité publique			
police		2	
protection contre les incendies		3	
sécurité civile		4	
autres		5	
		6	
Transport			
réseau routier		7	
transport en commun		8	
autres		9	
		10	
Hygiène du milieu			
purification et traitement de l'eau potable		11	
réseau de distribution de l'eau potable		12	
traitement des eaux usées		13	
réseaux d'égouts		14	
matières résiduelles		15	
autres		16	
		17	
Santé et bien-être		18	
Aménagement, urbanisme et développement			
promotion et développement économique		19	
autres		20	
		21	
Loisirs et culture			
activités récréatives		22	
activités culturelles		23	
		24	
Service de la dette			
dette à long terme			
- capital		25	
- intérêts et autres frais		26	
autres frais de financement		27	
		28	
	1 800	29	

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES (suite)	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	7 500	1	7 500
Sécurité publique	5 400	2	10 028
Transport	58 035	3	50 151
Hygiène du milieu		4	11 130
Santé et bien-être		5	
Aménagement, urbanisme et développement		6	
Loisirs et culture		7	
Électricité		8	
Autres	10 000	9	1 800
	80 935	10	80 609
AUTRES REVENUS			
Impositions de droits			
licences et permis	5 000	11	7 467
droits de mutation immobilière	9 000	12	22 392
Amendes et pénalités		13	
Intérêts	7 823	14	20 892
Cessions d'actifs immobilisés			
immeubles industriels municipaux		15	
autres actifs		16	
Contributions des promoteurs		17	
Autres	1 000	18	26 217
	22 823	19	76 968
TOTAL AUTRES REVENUS DE SOURCES LOCALES	105 558	20	157 577

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

TRANSFERTS	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
TRANSFERTS INCONDITIONNELS			
Subventions du gouvernement du Québec			
Regroupement municipal		1	
Compensation pour droits sur divertissements		2	
Autres		3	
Autres transferts inconditionnels		4	
		5	
TRANSFERTS CONDITIONNELS			
Subventions gouvernementales			
Administration générale		6	
Sécurité publique			
police		7	
protection contre les incendies		8	
sécurité civile		9	
autres		10	
Transport			
réseau routier	42 950	11	68 343
transport en commun		12	
autres		13	
Hygiène du milieu			
purification et traitement de l'eau potable		14	
réseau de distribution de l'eau potable		15	
traitement des eaux usées		16	
réseaux d'égouts		17	
matières résiduelles		18	
autres		19	
Santé et bien-être		20	
Aménagement, urbanisme et développement			
promotion et développement économique		21	
autres		22	
Loisirs et culture			
activités récréatives		23	
activités culturelles		24	
bibliothèques		25	
Autres		26	
Autres transferts conditionnels		27	
	42 950	28	68 343
	42 950	29	68 343

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

FONCTIONS ET ACTIVITÉS	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil municipal	33 020	1	27 445
Application de la loi	2 000	2	1 967
Gestion financière et administrative	190 411	3	164 489
Greffe	7 050	4	3 706
Évaluation	22 676	5	22 675
Gestion du personnel	2 000	6	33
Autres	3 500	7	44 682
	260 657	8	264 997
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	155 087	9	155 087
Protection contre les incendies	30 630	10	47 894
Sécurité civile	17 418	11	15 250
Autres		12	
	203 135	13	218 231
TRANSPORT			
Réseau routier			
voirie municipale	227 386	14	210 101
enlèvement de la neige	116 265	15	151 565
éclairage des rues	10 500	16	9 702
circulation et stationnement	10 000	17	543
Transport collectif			
transport en commun		18	
transport aérien		19	
transport par eau		20	
Autres		21	
	364 151	22	371 911
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égouts			
purification et traitement de l'eau potable	500	23	
réseau de distribution de l'eau potable	21 200	24	31 713
traitement des eaux usées	117 304	25	51 694
réseaux d'égouts	4 600	26	15 293
Matières résiduelles			
déchets domestiques			
- collecte et transport	63 350	27	46 544
- élimination	35 838	28	35 838
matières secondaires			
- collecte et transport		29	18 137
- traitement		30	
élimination des matériaux secs		31	
Amélioration des cours d'eau		32	
Protection de l'environnement		33	
Autres	300	34	
	243 092	35	199 219

**ANALYSE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

FONCTIONS ET ACTIVITÉS	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Inspection des aliments		1	
Logement social		2	
Autres		3	
		4	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	21 100	5	31 482
Rénovation urbaine			
biens patrimoniaux		6	
autres biens		7	
Promotion et développement économique			
industries et commerces	48 414	8	44 292
tourisme		9	
autres		10	
Autres	4 705	11	4 705
	74 219	12	80 479
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
centres communautaires	47 400	13	56 401
patinoires intérieures et extérieures		14	
piscines, plages et ports de plaisance		15	
parcs et terrains de jeux	1 400	16	4 930
expositions et foires		17	
autres	211	18	1 943
	49 011	19	63 274
Activités culturelles			
centres communautaires		20	
bibliothèques	10 870	21	12 293
patrimoine			
musées et centres d'exposition		22	
autres ressources du patrimoine		23	
autres	14 850	24	16 126
	25 720	25	28 419
	74 731	26	91 693
ÉLECTRICITÉ			
		27	
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
intérêts	44 342	28	43 538
autres frais		29	
Autres frais de financement	1 200	30	1 315
	45 542	31	44 853

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

DÉPENSES		Dépenses de fonc- tionnement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonction- nement	+	Gain/Perte sur dispositions	=	Coût des services municipaux	Services rendus aux organismes municipaux	
						Immobi- lisations	-							Subventions reportées
Administration générale	1	264 997 ²⁰		1 315 ³⁹		8 389 ⁵⁸		77		96		115	274 701	
Sécurité publique														
police	2	155 087 ²¹		40		59		78		97		116	155 087	
protection contre les incendies	3	47 894 ²²		41		12 182 ⁶⁰		79		98		117	60 076	
sécurité civile	4	15 250 ²³		42		61		80		99		118	15 250	
autres	5	24		43		62		81		100		119		
	6	218 231 ²⁵		44		12 182 ⁶³		82		101		120	230 413	
Transport														
réseau routier	7	371 911 ²⁶		45		48 061 ⁶⁴		83		68 343 ¹⁰²		121	351 629	
transport collectif	8	27		46		65		84		103		122		
autres	9	28		47		66		85		104		123		
	10	371 911 ²⁹		48		48 061 ⁶⁷		86		68 343 ¹⁰⁵		124	351 629	
Hygiène du milieu														
purification et traitement de l'eau potable	11	30		49		68		87		106		125		
réseau de distribution de l'eau potable	12	31 713 ³¹		29 373 ⁵⁰		153 853 ⁶⁹		88		107		124	214 939	
traitement des eaux usées	13	51 694 ³²		51		70		89		108		127	51 694	
réseaux d'égouts	14	15 293 ³³		14 165 ⁵²		74 192 ⁷¹		90		109		128	103 650	
matières résiduelles	15	100 519 ³⁴		53		72		91		110		129	100 519	
amélioration des cours d'eau	16	35		54		73		92		111		130		
protection de l'environnement	17	36		55		74		93		112		131		
autres	18	37		56		75		94		113		132		
	19	199 219 ³⁸		43 538 ⁵⁷		228 045 ⁷⁶		95		114		133	470 802	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

DÉPENSES	Dépenses de fonc- tionnement	+	Frais de financement	+	Amortissement		Subventions de fonction- nement	+	Gain/Perte sur dispositions	=	Coût des services municipaux	Services rendus aux organismes municipaux		
					Immobi- lisations	- Subventions reportées								
Santé et bien-être	1		13		25		1 875 36		47		58	69	1 875	
Aménagement, urbanisme et développement														
aménagement, urbanisme et zonage	2		31 482 14		26		37		48		59	70	31 482	
rénovation urbaine	3		15		27		38		49		60	71		
promotion et développement économique	4		44 292 16		28		39		50		61	72	44 292	
autres	5		4 705 17		29		40		51		62	73	4 705	
	6		80 479 18		30		41		52		63	74	80 479	
Loisirs et culture														
activités récréatives	7		63 274 19		31		22 912 42		53		64	75	86 186	
activités culturelles	8		16 126 20		32		43		54		65	76	16 126	
bibliothèques	9		12 293 21		33		44		55		66	77	12 293	
	10		91 693 22		33		22 912 45		56		67	78	114 605	
Électricité	11		23		35		46		57		68	79		
Frais de financement	12		44 853 ²⁴		(44 853)									

**ANALYSE PAR FONCTIONS DE LA RÉPARTITION
DES DÉPENSES DE LA COMMUNAUTÉ MUNICIPALE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE**

	2000		1999
	Budget		facultatif Réalizations
Administration générale			
Évaluation	22 676	1	22 676
Autres	28 761	2	29 402
Sécurité publique			
Police		3	
Protection contre les incendies		4	
Sécurité civile		5	
Autres		6	
Transport			
Réseau routier		7	
Transport en commun		8	
Transport aérien		9	
Autres		10	
Hygiène du milieu			
Purification et traitement de l'eau potable		11	
Réseau de distribution de l'eau potable		12	
Traitement des eaux usées	30 904	13	13 629
Réseaux d'égouts		14	
Matières résiduelles		15	35 838
Autres		16	
Santé et bien-être			
		17	
Aménagement, urbanisme et développement			
Promotion et développement économique	26 414	18	27 292
Autres		19	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	211	20	443
Activités culturelles		21	
Bibliothèques		22	
Électricité			
		23	
	108 966	24	129 280

ANALYSE DES REVENUS ET DES DÉPENSES - ÉLECTRICITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE

	2000		1999
	Budget	Réalisations	facultatif Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole		1	
Générale et institutionnelle		2	
Industrielle		3	
Autres		4	
Autres revenus		5	
		6	
Dépenses de fonctionnement			
Achat d'énergie		7	
Taxe sur le revenu brut		8	
Frais d'exploitation		9	
Autres frais		10	
Frais de financement		11	
Dépenses avant imputation		12	
Moins : Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité		13	
		14	
Autres activités financières			
Remboursement en capital		15	
Transfert à l'état des activités d'investissement		16	
		17	
Excédent des revenus sur les dépenses avant affectations			
		18	
Affectations			
Surplus (déficit) accumulé non affecté		19	
Surplus accumulé affecté		20	
Réserves financières et fonds réservés			
virement de		21	
(virement à)		22	
		23	
Excédent avant financement à long terme			
		24	
Financement à long terme des dépenses de fonctionnement		25	
Excédent net			
		26	

**ANALYSE DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SELON LEUR NATURE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

		Budget	Réalizations
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Usines et bassins d'épuration	1	40 000	
Conduite d'égout	2		
Conduite d'aqueduc	3		
Usines de traitement de l'eau potable	4		
Parcs et terrains de jeux	5		
Dépotoirs et incinérateurs	6		
Chemins, rues, routes et trottoirs	7		70 195
Ponts, tunnels et viaducs	8		
Terrains de stationnement	9		
Système d'éclairage des rues	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires	14	20 000	38 611
Améliorations locatives	15		
Véhicules	16	30 000	136 087
Ameublement et équipement de bureau	17	5 000	10 100
Machinerie, outillage et équipement	18		2 326
Terrains	19		
Autres	20		
	21	95 000	257 319

AUTRES INVESTISSEMENTS

Propriétés destinées à la revente	22		
Créances à long terme	23		
Placements à long terme	24		
Autres	25		
	26		
	27	95 000	257 319

**ANALYSE DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS
DE LA FONCTION SÉCURITÉ PUBLIQUE**

Police	28		
Protection contre les incendies	29		
Autres	30		
	31		

AUTRES RENSEIGNEMENTS

**RENSEIGNEMENTS SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE ET
LA RICHESSE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2002**

	Valeur au rôle 1er janvier 2000	%		Richesse foncière 2000
Évaluation des immeubles imposables	1 <u>95 880 000</u>	100%	14	95 880 000
Évaluation des immeubles non imposables				
Immeubles visés au 1er alinéa de l'article 208 LFM	2	100%	15	
Immeubles visés au 2e alinéa de l'article 210 LFM	3	100%	16	
Immeubles du gouvernement du Québec visés par				
- le 1er alinéa de l'article 255 LFM	4 13 600	100%	17	13 600
- autres immeubles	5			
Immeubles du gouvernement du Canada et de ses entreprises	6 138 300	1%	18	138 300
Biens culturels classés (partie non imposable)	7	100%	19	
Réseau de la santé et des services sociaux	8 1 353 400	80%	20	1 082 720
Cégeps et universités	9	80%	21	
Écoles primaires et secondaires	10 980 200	25%	22	245 050
Autres immeubles	11			
Évaluation équivalant à la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation non uniformisé de 2000			23	
Évaluation des immeubles non imposables (lignes 2 à 11)	12 <u>2 485 500</u>			
Total du rôle d'évaluation foncière au 1er janvier 2000(lignes 1 + 12)	13 <u>98 365 500</u>			
Richesse foncière non uniformisée (lignes 14 à 23)			24	<u>97 359 670</u>
Facteur comparatif du rôle d'évaluation foncière établi pour l'exercice financier 2000			25	1
Richesse foncière uniformisée de 2000 (ligne 24 x ligne 25)			26	<u>97 359 670</u>

CERTIFICAT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je, soussigné, JOCELYNE LAPIERRE
Nom

Secrétaire-trésorier
Fonction

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité
aux fins de la péréquation de 2002 sont exacts.

Signature

2001-04-03

Date

ÉVALUATION - AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

**ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES
POUVANT ÊTRE ASSUJETTIS À UNE SURTAXE**

**Valeur au rôle
1er janvier 2000**

Terrains vagues imposables		
terrains vagues desservis	1	
terrains vagues non desservis	2	
Terrains vagues non imposables		
terrains vagues desservis	3	
terrains vagues non desservis	4	

TOTAL DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE DES TERRAINS VAGUES POUVANT ÊTRE ASSUJETTIS À UNE SURTAXE, AU 1er JANVIER 2000	5	
---	---	--

SOMMAIRE DU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE AU 1er JANVIER 2000

Valeur au rôle

Valeur locative des lieux d'affaires inscrits au rôle et où s'exerce une activité mentionnée à l'article 232 LFM		
lieux d'affaires imposables	6	
lieux d'affaires non imposables en vertu de l'article 236 LFM		
visés par le 1er alinéa de l'article 255 LFM	7	
autres	8	
Valeur locative des lieux d'affaires inscrits au rôle et où ne s'exerce aucune activité mentionnée à l'article 232 LFM	9	

TOTAL DES VALEURS INSCRITES AU RÔLE DE LA VALEUR LOCATIVE AU 1er JANVIER 2000	10	
---	----	--

		facteur comparatif
Facteur comparatif du rôle de la valeur locative	11	1

POPULATION

Population permanente	12	1 517
Population saisonnière	13	500
Nombre d'unités de logement	14	437

**TAUX DES TAXES
RENSEIGNEMENTS SUR LA TAXATION EN VIGUEUR EN 2000**

Taxes sur la valeur foncière

Taxes générales ¹	1	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 1	,	<input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales spéciales - immobilisations et placements ¹	2	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Surtaxe sur les immeubles non résidentiels ¹	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ du 100 \$ d'évaluation
Taxe sur les immeubles non résidentiels ¹	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	\$ du 100 \$ d'évaluation

Tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe par unité de logement)

eau	5	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 9 <input type="text"/> 0	,	<input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0	\$ par unité de logement
égouts	6	<input type="text"/> <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 5 <input type="text"/> 2	,	<input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0	\$ par unité de logement
eau et égouts	7	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		<input type="text"/> <input type="text"/>	\$ par unité de logement
déchets domestiques	8	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 5	,	<input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0	\$ par unité de logement
Taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	% de la valeur locative

**Autres taxes et autres modes de tarification
pour services municipaux**

Description	Taux	Code ²	code 7 - autres, préciser
Aqueduc	,09	1	
Ordures commerces	125	4	
Ordures industries	300	4	
Ordures chalets	40	4	
Eau	90	7	pour les premiers 380m3
Eau	,25	7	pour l'excédent de 380m

1. Si la municipalité se prévaut des articles 253.54 à 253.62 LFM, ne pas inscrire de taux à cette ligne et fournir pour chacune de ces taxes, sur une page supplémentaire annexée au formulaire, les informations requises au Guide du rapport financier.

2. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)
 5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 966.2 du code municipal du Québec, nous avons procédé à une vérification dont le but est de déterminer la validité du taux global de taxation de la Municipalité de Lambton pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000, selon les règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale. La responsabilité du respect de ces exigences légales et réglementaires incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité de vérificateur consiste à exprimer une opinion sur la détermination du taux global de taxation en conformité de la loi et des règlements.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable de fiabilité quant au respect, par la municipalité, des dispositions légales des règlements mentionnés ci-dessus. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des données nécessaires au calcul du taux global de taxation. Elle comprend également, le cas échéant, une évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, le taux global de taxation de la municipalité pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 est établi, à tous les égards importants, conformément à la loi et aux règlements précités.

NOM DU VÉRIFICATEUR Jacques, Poulin, Ruest, Plante, c.a.

LIEU Ville Saint-Georges

DATE 2001-03-20

SIGNATURE _____

Dernière modification avant dépôt : 2001/04/02 14:58:43

Dernière modification : 2001/11/06 13:41:17

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

CONCILIATION DU TOTAL DES TAXES

Total des taxes avant ajouts et déductions	1	<u>1 265 600</u>
Ajouter :		
Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	2	<u> </u>
Déduire:		
a) Crédits en vertu de l'article 542.1 LCV ¹ , de l'article 1008 CMQ ² , d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du projet de loi 83 de 1996 (1996, c.77)	3	.....
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM	4	.....
c) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	.....
d) Crédits de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	.....
e) Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	.....
f) Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière et locative		
montant relatif aux taxes foncières ³	8	.....
montant relatif à la surtaxe sur les immeubles non résidentiels	9	.....
montant relatif à la taxe sur les immeubles non résidentiels	10	.....
montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	11	.....
g) Subventions en vertu de l'article 244.20 LFM	12	.....
h) Remboursement de taxes des exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante	13	<u> </u>
Total des taxes inscrites à la page 9	15	<u>1 265 600</u>

1. Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19), citée LCV.

2. Code municipal du Québec (L.R.Q., c. C-27.1), cité CMQ.

3. Taxes foncières autres que la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels et autres que les compensations pour services municipaux imposées en vertu de l'article 205 de la LFM.

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

REVENUS ADMISSIBLES

Total des taxes selon l'état des activités financières	1	1 265 600
Ajouter :		
Remboursements de taxes d'exercices antérieurs déduits des taxes de l'année courante	2	.....
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière, montant relatif aux taxes foncières	3	.....
Total partiel	4	1 265 600
Déduire :		
Taxes exclues en vertu de la réglementation ¹		
- taxes imposées pour 2000 et non prélevées	5	.....
- taxes d'un exercice antérieur prélevées en 2000 ²	6	2 483
- taxes d'affaires	7	.....
- surtaxe sur immeubles non résidentiels	8	.....
- taxe sur immeubles non résidentiels	9	.....
- taxes foncières spéciales imposées en vertu de l'article 553 LFM	10	.....
- taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	11	.....
- compensations pour services municipaux imposés au propriétaire ou à l'occupant d'une roulotte en vertu de l'article 231 LFM	12	.....
- taxes ou droits annuels imposés en vertu de certains articles de la charte de la Ville de Montréal ³	13	.....
	14	2 483
Montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation	15	1 263 117

1. Articles 4 et 10 du Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes.

2. Il s'agit des taxes incluant les taxes prélevées en vertu de l'article 213 LFM, autres que les taxes d'affaires et la surtaxe ou la taxe sur les immeubles non résidentiels.

3. Articles 801, 802, 803 ou 805 de la charte.

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle lors de son dépôt entre le 15 août et le 15 septembre 1999 ² ou au premier ou second anniversaire de son dépôt.

1 95 298 000

Ajouter ou détruire les modifications au rôle prenant effet le 1^{er} janvier 2000

Augmentation Diminution

Modification apportées avant le 1^{er} janvier 2000

2 928 800 3 416 200

Variation nette

4 512 600

Modification apportées avant le 1^{er} janvier 2000 ou à une date antérieure à celle-ci et apportées avant le 31 décembre 2000

5 484 200 6 414 800

Variation nette

7 69 400

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2000

8 95 880 000

CALCUL DU TAUX GLOBAL

Montant des revenus admissibles aux fins de calcul des taux global de taxation

9 1 263 117

Évaluation des immeubles imposables au 1^{er} janvier 2000

10 95 880 000

Taux global de taxation de 2000

(ligne 9 ÷ ligne 10 x 100 \$)

Taux arrondi à la 4^e décimale près

| 1 | , | 3 | 1 | 7 | 4 | / 100 \$

1. Il s'agit de l'évaluation établie sans tenir compte de l'étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. Par exception, la date limite pour le dépôt du rôle peut être différente en vertu de l'article 71 LFM.

**FONDS DE ROULEMENT
ANALYSE DU CAPITAL ENGAGÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

<u>RÉSOLUTION</u>		<u>OBJET DE L'ENGAGEMENT</u>	<u>MONTANT INITIAL</u>	<u>SOLDE ENGAGÉ AU 31 DÉCEMBRE</u>	
<u>NO</u>	<u>DATE</u>			<u>2000</u>	<u>1999</u>
			<u>TOTAL</u>	1	2

**VARIATION DU CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	<u>RÈGLEMENT No</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1er JANVIER		3
Augmentation à même le surplus accumulé		4
par l'imposition d'une taxe spéciale		5
		6
Diminution		7
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE		8

TAXES MUNICIPALES À RECEVOIR
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

	<u>Taxes à recevoir</u>	<u>Provision créances douteuses</u>	<u>Taxes à recevoir nettes</u>
Exercice 2000	1 71 942	2 3	71 942
Exercice 1999	4 20 321	5 6	20 321
Exercice 1998	7 7 013	8 9	7 013
Exercices antérieurs	10 _____	11 _____	12 _____
Total	13 <u>99 276</u>	14 _____	15 <u>99 276</u>

ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

	<u>Projet no</u> 1-courant	<u>Projet no</u> 00-252	<u>Projet no</u> glace
FINANCEMENT PERMANENT			
Financement au 1er janvier	25 125		(2 031)
Redressement exercices antérieurs			
<i>Ajouter:</i>			
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE			
Transfert de l'état des activités financières			
Taxes générales spéciales			
immobilisations et placements			
Taxes de secteur			
immobilisations et placements			
Contributions des promoteurs			
Transferts conditionnels			
Autres	121 232		
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté			
Surplus accumulé affecté			
Fonds réservés			
Emprunts à long terme émis		140 000	
Total	121 232	140 000	
Financement au 31 décembre (A)	146 357	140 000	(2 031)
DÉPENSES			
Dépenses au 1er janvier			
Redressement - exercices antérieurs			
ajouter: Dépenses de l'exercice	121 232	136 087	
Dépenses au 31 décembre (B)	121 232	136 087	
ÉCARTS FINANCEMENT / DÉPENSES			
(A - B)	25 125	3 913	(2 031)
Déduire: Financement non utilisé des projets fermés au cours de l'exercice			
Règlements d'emprunts		3 913	
Autres	25 125		
FINANCEMENT PROJETS EN COURS			
Financement non utilisé			
Dépenses à financer			
DÉPENSES AUTORISÉES			
SUBVENTIONS RELATIVES AUX			
DÉPENSES À FINANCER			

ANALYSE DES PROJETS EN COURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000 (suite)

	<u>Total</u>	<u>Projets fermés</u>	<u>Projet en cours</u>
FINANCEMENT PERMANENT			
Financement au 1er janvier	23 094	23 094	
Redressement exercices antérieurs			
<i>Ajouter:</i>			
FINANCEMENT AU COURS DE L'EXERCICE			
Transfert de l'état des activités financières			
Taxes générales spéciales			
immobilisations et placements			
Taxes de secteur			
immobilisations et placements			
Contributions des promoteurs			
Transferts conditionnels			
Autres	121 232	121 232	
Autres sources			
Surplus accumulé non affecté			
Surplus accumulé affecté			
Fonds réservés			
Emprunts à long terme émis	140 000	140 000	
Total	261 232	261 232	
Financement au 31 décembre (A)	284 326	284 326	
DÉPENSES			
Dépenses au 1er janvier			
Redressement - exercices antérieurs			
ajouter: Dépenses de l'exercice	257 319	257 319	
Dépenses au 31 décembre (B)	257 319	257 319	
ÉCARTS FINANCEMENT / DÉPENSES			
(A - B)	27 007	27 007	
Déduire: Financement non utilisé des			
projets fermés au cours de l'exercice			
Règlements d'emprunts	3 913	3 913	
Autres	25 125	25 125	
FINANCEMENT PROJETS EN COURS			
Financement non utilisé			
Dépenses à financer			
DÉPENSES AUTORISÉES			
SUBVENTIONS RELATIVES AUX			
DÉPENSES À FINANCER			

**ANALYSE DES SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

	<u>Règlement No</u> 92-148	<u>Règlement No</u> 93-166	<u>Règlement No</u> 00-252	<u>Total</u>
SOLDES DISPONIBLES AU 1er JANVIER	395	2 197		2 592
Redressement exercices antérieurs				
<i>Ajouter:</i>				
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés relatifs à:				
des dépenses d'investissement			3 913	3 913
d'autres fins				
Total partiel	<u>395</u>	<u>2 197</u>	<u>3 913</u>	<u>6 505</u>
Déduire:				
Affectations de l'exercice				
Frais de financement				
intérêts				
autres frais				
Remboursement en capital				
Réduction de l'emprunt				
Autres fins spécifiées dans un règlement				
dépenses d'investissement				
autres				
Virement au surplus(déficit) accumulé				
Total des affectations				
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE	<u>395</u>	<u>2 197</u>	<u>3 913</u>	<u>6 505</u>
Montant réservé pour le service de la dette				
Montant non réservé	<u>395</u>	<u>2 197</u>	<u>3 913</u>	<u>6 505</u>
SOLDES DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE	<u>395</u>	<u>2 197</u>	<u>3 913</u>	<u>6 505</u>

**ANALYSE DES SUBVENTIONS À RECEVOIR POUR LE REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000**

MODE DE PAIEMENT ET ORGANISME PAYEUR	Dette à long terme		Subvention				Montant à recevoir au 31 décembre
	Solde au 31 décembre	Partie subventionnée	Nombre d'années à courir	Taux d'intérêt	Facteur d'actualisation	Versement annuel	
a) Annuité (Capital et intérêts)							
Total							
b) Autre mode (Capital seulement)							
Total							

**REVENUS REPORTÉS - IMMEUBLES INDUSTRIELS MUNICIPAUX
AU 31 DÉCEMBRE 2000**

A) ENGAGEMENTS NON ÉCHUS AU 31 DÉCEMBRE 2000

Capital	1	.....
Intérêts	2	.....
Total	(A) 3	.....

B) REVENUS DISPONIBLES POUR LE PAIEMENT DES ENGAGEMENTS NON ÉCHUS

Revenus reportés au 1 ^{er} janvier 2000, provenant de cessions d'immeubles industriels municipaux	4	.....
Ajouter:		
Cessions en 2000		
Ventes au comptant	5	.....
Versements échus sur ventes à crédit	6	.....
Intérêts sur ventes à crédit	7	.....
Total partiel	8	.....
Déduire:		
Revenus affectés au paiement des engagements échus en 2000 tels qu'établis à la ligne 17 ci-dessous	9	.....
REVENUS DISPONIBLES AU 31 DÉCEMBRE 2000	(B) 10	.....

C) REVENUS REPORTÉS ET DISPONIBLES
AU 31 DÉCEMBRE 2000

Le moindre de A ou B	(C) 11
----------------------	--------	--------------

**Calcul des revenus affectés au paiement
des engagements échus en 2000**

Services de la dette relatif aux immeubles industriels municipaux pour 2000	12	.....
Moins:		
Taxe spéciale prélevée en 2000	13	.....
Revenus de location d'immeubles industriels municipaux en 2000, déduction faite des coûts d'administration et d'entretien	14	.....
Ligne 13 + ligne 14	15	.....
TOTAL DES ENGAGEMENTS ÉCHUS ET NON AUTREMENT COMPENSÉS EN 2000	16	.....
INSCRIRE LE MOINDRE DES MONTANTS AUX LIGNES 16 ET 8, ET LE REPORTER À LA LIGNE 9	17	.....

EMPRUNTS À LONG TERME APPROUVÉS ET NON CONTRACTÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

Emprunt à long terme				Subvention ou contribution applicable à la partie d'emprunt non contractée	
Règlement N°	Année d'appro- bation	Emprunt total approuvé	Partie non contractée au 31 décembre 2000	Provenance	Valeur au 31 décembre 2000
TOTAL					
	1	2		3	

QUESTIONNAIRE

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

1. À quelle date a été déposé au conseil le rapport financier, dressé sur le formulaire fourni par le ministre des Affaires municipales et de la Métropole, conformément aux articles 105 et 105.1 LCV ou aux articles 176 et 176.1 CMQ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000 ?

1	2001	04	03
	an	mois	jour

2. Les états financiers ont-ils été préparés par le personnel de la municipalité ?

OUI **NON**

2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>
----------------------------	---------------------------------------

3. Les dépenses en immobilisations autorisées par règlement d'emprunt et engagés au cours de l'exercice comprennent-elles des montants recouverts ou recouvrables par les activités financières ?

4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
----------------------------	---------------------------------------

Si oui, indiquer le total des dépenses ainsi recouvrées ou recouvrables par les activités financières.

6 _____ \$

4. La municipalité a-t-elle versé au cours de l'exercice des subventions en vertu de l'article 542.1 de la Loi sur les cités et villes ou de l'article 1008 du Code municipal du Québec, d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de la disposition transitoire et finale prévue à l'article 82 du projet de la loi 83 de 1996 (1996, c.77) ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (LRQ, c.S-8) ?

7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
----------------------------	---------------------------------------

Si oui, indiquer les montants suivants :

- a) le montant total versé en 2000

9 _____ \$

- b) le solde estimatif au 31 décembre 2000 des engagements en vertu du règlement concerné

10 _____ \$

QUESTIONNAIRE (suite)

	OUI	NON	S.O.
5. La municipalité a-t-elle appliqué les mesures fiscales suivantes ?			
a) Dégrèvement en vertu de l'article 244.15 LFM	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
b) Réduction du taux de la taxe sur les immeubles non résidentiels en vertu de l'article 244.27 LFM	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
c) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de valeur locative	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>
d) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>
e) Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	18 <input type="checkbox"/>
f) Subvention en vertu de l'article 244.20 LFM	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>
6. La municipalité a-t-elle appliqué, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2000, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM) ?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, pour chacune des taxes visées, annexer au formulaire les informations requises décrites au Guide du rapport financier 2000.			
7. Au cours de l'exercice, les échéances relatives au remboursement des prêts du fonds de roulement ont-elles été respectées ?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>
8. La municipalité utilise-t-elle une application informatique pour remplir le formulaire du rapport financier ? Si oui, indiquer laquelle	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	
Système de transmission électronique du MAMM	29 <input checked="" type="checkbox"/>		
Autre application informatique	30 <input type="checkbox"/>		
9. La municipalité a-t-elle offert le paiement des taxes en plusieurs versements (art. 252 LFM) ?	31 <input checked="" type="checkbox"/>	32 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nombre de versements	33 <u>3</u>		

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2000

MUNICIPALITÉ

Adresse 230 rue du Collège
(no) (rue)
Lambton
(Municipalité)

Téléphone (418) 486-7438
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 486-7440
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER

Nom Jocelyne Lapierre

Téléphone (418) 486-7438
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 486-7440
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nom Jacques Poulin Ruest Plante

Titre Comptables Agréés

Adresse 11400, 1ère avenue, bureau 111
(no) (rue)
Saint-Georges
(Municipalité)

Téléphone (418) 228-6676
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 228-9518
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

Nom du responsable du dossier

M.Gilbert Plante c.a.